



Programme de financement des infrastructures

Règles budgétaires pour
l'exercice financier 2016-2017

CENTRES DE LA PETITE ENFANCE

ISBN : 978-2-550-75840-2 (PDF)
Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2016
Bibliothèque et Archives Canada, 2016

© Gouvernement du Québec

TABLE DES MATIERES

1	INTRODUCTION	4
2	TYPES DE PROJETS ADMISSIBLES	5
3	DISPOSITIONS PARTICULIERES.....	6
4	DEFINITION DES ENVELOPPES, DES NORMES ET DES BAREMES DE FINANCEMENT	7
4.1	Enveloppe achat-construction	7
4.2	Enveloppe mobilier-équipement	8
4.3	Enveloppe aménagement extérieur	9
4.4	Enveloppe honoraires professionnels	9
4.5	Enveloppe jeux extérieurs	10
4.6	Enveloppe achat de terrain	10
4.7	Enveloppe spécifique exceptionnelle	10
4.8	Enveloppe frais de financement intérimaires	11
4.9	Enveloppe totale et besoins de financement nets	11
5	ADMISSIBILITE AUX ENVELOPPES SELON LE TYPE DE PROJET	13
5.1	Financement de la construction d'une installation	13
5.2	Financement de l'acquisition d'une propriété	16
5.3	Financement des améliorations locatives	19
5.4	Financement de l'agrandissement d'une installation – Propriétaire	21
5.4.1	Réaménagement nécessité par l'agrandissement	22
5.5	Financement de l'agrandissement d'une installation – Locataire	23
5.5.1	Réaménagement nécessité par l'agrandissement	24
5.6	Financement du réaménagement d'une installation avec augmentation du nombre de places – Propriétaire	25
5.7	Financement du réaménagement d'une installation avec augmentation du nombre de places – Locataire	27
5.8	Financement des rénovations d'une installation – Propriétaire	29
5.9	Financement des rénovations d'une installation – Locataire	31
5.10	Conditions particulières pour le CPE locataire qui désire acheter l'installation qu'il loue	33
6	CONDITIONS DU FINANCEMENT A TERME	35
7	SUBVENTION POUR LE FINANCEMENT DES INFRASTRUCTURES	36
	Annexe I	37
	Annexe II	38
	Annexe III	39
	Annexe IV	40

1 INTRODUCTION

Les règles budgétaires du Programme de financement des infrastructures (PFI) des centres de la petite enfance¹ (CPE) sont établies par le ministère de la Famille (Ministère) pour l'exercice financier 2016-2017, soit du 1^{er} avril 2016 au 31 mars 2017.

Le PFI fournit aux CPE les ressources nécessaires pour mener à terme des projets d'immobilisation nécessitant un apport financier important tout en facilitant l'accès à du financement à des conditions avantageuses. Pour que le CPE puisse obtenir du financement pour son projet, l'*Entente relative à certaines obligations découlant du Programme de financement des infrastructures des centres de la petite enfance*² doit être signée par les deux parties, soit le Ministère et le CPE.

Le PFI fixe les normes quant aux types de projets admissibles, les montants maximaux autorisés ainsi que les conditions de financement. Pour les projets autorisés dans le cadre du PFI, les CPE pourront obtenir un emprunt à terme à des conditions négociées par le Ministère auprès de l'institution financière désignée participant à l'*Entente relative au programme de financement des infrastructures des centres de la petite enfance*³.

Les conditions de l'emprunt sont décrites dans l'entente-cadre ainsi que dans les présentes règles budgétaires. Pour connaître les modalités administratives du PFI, il faut se référer aux *Règles administratives pour le PFI et autres subventions liées à des projets d'immobilisation*⁴, notamment pour ce qui est du processus d'appel d'offres. Le remboursement de l'emprunt est couvert par la subvention pour le financement des infrastructures selon les conditions énoncées aux sections 6 et 7 des présentes règles budgétaires.

Ces règles budgétaires précisent les normes et les barèmes de financement en matière d'immobilisations pour l'exercice financier 2016-2017, dûment approuvées par le Conseil du trésor, en conformité avec la *Loi sur l'administration publique* (L.R.Q., chapitre A-6.01) et le *Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions* (R.R.Q., chapitre A-6.01, r.2).

Les présentes règles budgétaires s'appliquent pour les projets autorisés à compter du X 2016. La date à laquelle le ministre signe l'Entente Ministère-CPE précisant l'enveloppe préliminaire fait foi de la date d'autorisation du projet. L'annexe I spécifie quelles sont les règles budgétaires qui s'appliquent pour les projets autorisés avant le 17 mai 2016.

¹ On entend par *centre de la petite enfance* (CPE) autant le titulaire de permis de centre de la petite enfance que le demandeur de permis.

² Ci-après appelée « Entente Ministère-CPE »

³ Ci-après appelée « entente-cadre ».

⁴ Ci-après appelées « Règles administratives ».

2 TYPES DE PROJETS ADMISSIBLES

Selon la situation particulière du CPE, la conjoncture économique, les conditions locales du marché immobilier et, le cas échéant, le nombre de nouvelles places subventionnées⁵ attribuées au CPE, voici en quoi peuvent consister les projets :

- la construction d'une installation;
- l'acquisition d'une propriété et son adaptation aux normes en vigueur en vue d'en faire une installation;
- des améliorations locatives effectuées dans les locaux d'une installation;
- le réaménagement ou l'agrandissement des locaux d'une installation pour accueillir les enfants qui bénéficient des nouvelles places;
- la rénovation d'une installation (seuls les projets ayant un caractère urgent et nécessaire sont autorisés);
- l'acquisition par un CPE locataire de l'immeuble dans lequel il fournit les services de garde éducatifs.

Tous les éléments qui composent les projets doivent être capitalisables dans les immobilisations corporelles.

Lors de l'implantation d'une installation, tout CPE doit privilégier la location des locaux à l'acquisition et la construction. Une combinaison de deux ou de plusieurs types de projets est possible pour une même installation.

Dans tous les cas, le Ministère doit être informé des différentes composantes du projet, y compris le coût total, que ce dernier soit financé en tout ou en partie par le PFI.

Par ailleurs, seule la partie de l'immeuble consacrée à la prestation de services de garde peut être financée par le PFI.

Le Ministère se réserve le droit de prioriser certains types de projets et d'en refuser.

Les projets de développement dont les places ont été autorisées entre le 1^{er} avril 2004 et le 1^{er} mars 2008 ne sont pas admissibles au PFI⁶.

Le CPE dont les besoins de financement nets n'atteignent pas 50 000 \$ n'est pas admissible au PFI. Toutefois, il peut recevoir la subvention pour les projets d'investissement en infrastructure (SPII) s'il respecte toutes les autres conditions du PFI et s'il a obtenu l'autorisation du ministre.

⁵ Dans la suite du document, le mot *place* désigne toujours une place subventionnée.

⁶ Tout au long du texte, il faut considérer l'expression *nouvelles places attribuées* ou toute expression semblable comme faisant référence aux places qui ont été autorisées avant le 1^{er} avril 2004 ou depuis le 1^{er} avril 2008.

3 DISPOSITIONS PARTICULIERES

a) *Conservation des pièces*

Le CPE doit conserver, pendant 6 ans, tous les registres et les livres de comptes relatifs à l'octroi et à l'affectation des subventions reçues en conformité avec la *Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance* (L.R.Q., chapitre S-4.1.1)⁷ et la réglementation en vigueur de même que les comptes et les pièces justificatives nécessaires à la vérification des renseignements qu'ils contiennent⁸. De plus, le CPE doit en permettre la vérification en tout temps par une représentante ou un représentant du Ministère.

b) *Suspension, diminution, annulation et remboursement de la subvention*

En vertu de l'article 97 de la Loi, le ministre peut annuler ou diminuer la subvention consentie ou suspendre, en tout ou en partie, son versement dans les cas mentionnés dans cet article.

De plus, si l'examen de documents ou une inspection financière révèle l'absence de pièces justificatives, de même que le non-respect d'une ou de plusieurs dispositions des présentes règles budgétaires, de l'Entente Ministère-CPE ou des règlements adoptés en vertu de la Loi, le ministre peut suspendre, diminuer ou annuler toute subvention. Il peut aussi exiger le remboursement total et immédiat des sommes versées, retenir ou compenser un montant dû à même les subventions à venir.

c) *Dissolution d'une personne morale ou cessation définitive des activités du CPE*

À la dissolution d'une personne morale, à la cessation définitive des activités d'un CPE ou en cas d'abandon d'un projet admis au financement, les biens acquis à même les subventions doivent être cédés à un titulaire de permis de CPE après entente avec le ministre.

La cessation définitive des activités du CPE entraîne l'annulation des subventions à venir et peut occasionner un paiement en trop à rembourser au Ministère. Le CPE a l'obligation d'aviser le Ministère au moins 90 jours avant la cessation de ses activités.

⁷ Dans la suite du document, cette loi sera désignée ainsi : « la Loi ».

⁸ Loi, L.R.Q. chapitre S-4.1.1, a. 99

4 DEFINITION DES ENVELOPPES, DES NORMES ET DES BAREMES DE FINANCEMENT

Le ministre autorise le financement des projets des CPE dans le cadre du PFI en tenant compte de leur nature et de leur ampleur, et ce, dans le respect des limites de ses crédits budgétaires. Il accorde le financement sur la base d'enveloppes devant être consacrées à des dépenses précises.

Le financement est déterminé en fonction des normes et des barèmes qui s'appliquent à chacune des enveloppes de financement décrites ci-après.

4.1 Enveloppe achat-construction

Cette enveloppe se compose des coûts suivants :

Coûts d'acquisition d'une propriété

Dépenses totales nécessaires pour acquérir un immeuble, y compris les frais d'évaluation et de courtage ainsi que les autres droits applicables à la transaction. La valeur du terrain est déterminée par le Ministère en proportion du coût d'acquisition de la propriété et s'inscrit dans une autre enveloppe (achat de terrain). Cette proportion est établie en comparant l'évaluation municipale du terrain à l'évaluation municipale totale de la propriété.

Coûts des travaux

Dépenses totales nécessaires pour rénover un immeuble existant de façon à le rendre conforme aux normes du Ministère ou à toute autre norme, pour construire une nouvelle installation, pour agrandir, pour réaménager ou pour rénover une installation existante. Ces dépenses excluent le coût de l'aménagement extérieur et les honoraires professionnels liés au projet. Elles comprennent cependant les frais liés à la construction : branchement temporaire aux services publics, aménagement de voies de circulation temporaires, permis et assurances exigés pour les travaux.

Coûts liés à l'agrandissement

Dépenses nécessaires pour les travaux qui permettront d'augmenter la capacité d'accueil d'une installation en augmentant la superficie totale.

Coûts liés au réaménagement

Dépenses nécessaires pour les travaux qui permettront d'augmenter la capacité d'accueil d'une installation sans en augmenter la superficie totale.

Coûts liés à la rénovation

Dépenses nécessaires pour les travaux de rénovation ayant un caractère urgents et nécessaires.

L'enveloppe achat-construction doit servir à payer :

- les travaux de construction d'une installation, ou;
- l'achat d'une propriété où seront fournis les services de garde et les travaux de construction (rénovation) nécessaires pour la rendre conforme aux normes du Ministère.

Le CPE qui emploie un professionnel dont les honoraires estimés s'élèvent à 50 000\$ ou plus doit choisir le professionnel à la suite d'un appel d'offres public. De même, le CPE qui réalise un projet pour des travaux de construction dont le montant estimé s'élève à 50 000 \$ ou plus doit choisir l'entrepreneur général à la suite d'un appel d'offres public. Toutefois, le CPE est exempté de procéder à un appel d'offres public pour le choix d'un professionnel ou de l'entrepreneur général lorsqu'il s'agit d'un CPE situé dans une réserve ou un établissement où vit une communauté

autochtone et qu'il est démontré à la satisfaction du ministre qu'un appel d'offres public ne servirait pas l'intérêt public.

Par ailleurs, lorsque le montant estimé des honoraires du professionnel ou des travaux est inférieur à 50 000 \$, l'attribution du contrat se fait par appel d'offres sur invitation d'au moins trois professionnels ou entrepreneurs compétents et solvables, à moins que le CPE ne soit situé dans une réserve ou un établissement où vit une communauté autochtone et qu'il est démontré à la satisfaction du ministre qu'un appel d'offres sur invitation ne servirait pas l'intérêt public.

L'enveloppe achat-construction est la somme des trois éléments suivants :

- **Élément 1** : un montant maximal pour couvrir les coûts des travaux ou les coûts d'acquisition d'une propriété. L'annexe II présente le montant maximal alloué pour l'acquisition d'une propriété et pour la construction fixé en fonction du nombre de places accordé par le Ministère.
- **Élément 2** : un montant additionnel de 3 823 \$ pour chaque place destinée aux enfants de 17 mois ou moins (poupons).
- **Élément 3** : lorsque le CPE intègre une salle multifonctionnelle dans les locaux de l'installation, un montant de 1 593 \$ par mètre carré jusqu'à concurrence du montant indiqué à l'annexe III. Pour être admissible au financement, la salle multifonctionnelle doit avoir une superficie d'au moins 27,9 mètres carrés.

Pour les projets d'agrandissement, de réaménagement et de rénovation ou d'acquisition de l'installation par le CPE locataire, le CPE ne peut pas recevoir de montant pour la construction ou l'aménagement d'une salle multifonctionnelle. Toutefois, si l'installation possède déjà une salle multifonctionnelle, le calcul de l'enveloppe achat-construction en tient compte lorsque le CPE réalise des travaux de rénovation ou lorsque le CPE locataire fait l'acquisition de l'installation.

L'enveloppe achat-construction est ajustée en fonction de l'indice régional de modulation (voir l'annexe IV) afin de prendre en compte les écarts régionaux des coûts des travaux.

4.2 Enveloppe mobilier-équipement

L'enveloppe mobilier-équipement doit être consacrée à l'acquisition de mobilier et d'équipement pour une installation. On entend par mobilier et équipement les meubles, les équipements de cuisine ou de buanderie, le matériel de bureau ou le matériel informatique et le mobilier, le matériel éducatif et les jeux destinés aux aires de jeu.

Cette enveloppe se compose de la somme des trois éléments suivants :

- **Élément 1** : un montant de base calculé selon le nombre de places. Il est de 14 996 \$ pour les projets visant l'implantation d'une installation de 40 places et moins et de 29 992 \$ pour les projets de plus de 40 places. Lorsqu'on augmente le nombre de places, un montant de 14 996 \$ peut être attribué si les nouvelles places permettent de dépasser 40 places et si les places accordées permettent de constituer au moins un nouveau groupe complet d'enfants de la classe d'âge considérée.
- **Élément 2** : un montant de 499 \$ pour chacune des nouvelles places destinées à des enfants de 59 mois ou moins. Lorsqu'on augmente le nombre de places, le même montant est accordé pour chaque nouvelle place permettant de constituer un nouveau groupe complet d'enfants de la classe d'âge considérée. Lorsqu'on change d'emplacement, un montant de 125 \$ par place est accordé.

- **Élément 3** : un montant de 499 \$ pour chacune des nouvelles places destinées à des enfants de 17 mois ou moins. Lorsqu'on augmente le nombre de places, le même montant est accordé pour chaque nouvelle place permettant de constituer un nouveau groupe complet d'enfants de 17 mois ou moins, soit 5 places par groupe.

La section 5 décrit la méthode de calcul des éléments énoncés précédemment et définit l'admissibilité des projets.

4.3 Enveloppe aménagement extérieur

Cette enveloppe sert à réaliser des travaux, tels que l'aménagement du stationnement, l'aménagement paysager et la pose de la pelouse et de la clôture, à l'exclusion de l'installation des jeux extérieurs, qui ont leur propre enveloppe. Les conditions d'attribution de l'enveloppe aménagement extérieur selon le type de projet sont présentées à la section 5. Lorsque le projet est admissible, l'enveloppe maximale est égale à 7 % de l'enveloppe achat-construction⁹.

4.4 Enveloppe honoraires professionnels

Cette enveloppe sert à financer les honoraires professionnels payés durant l'élaboration et la réalisation du projet. Elle comprend les honoraires de professionnels tels que les architectes, les ingénieurs, les arpenteurs, les comptables, etc. Pour certains projets (voir la section 5), elle comprend aussi les honoraires du chargé de projet.

L'enveloppe honoraires professionnels se compose de la somme des deux éléments suivants¹⁰ :

- **Élément 1** : Un montant pour financer les honoraires de tous les professionnels, excluant le chargé de projet. Ce montant dépend du coût du projet, lequel se mesure par l'addition des enveloppes achat-construction (ajustée en fonction de l'indice régional de modulation) et aménagement extérieur.

Coût du projet	Élément 1
Moins de 300 000 \$	9,00 % du coût estimé du projet
Entre 300 000 \$ et 600 000 \$	27 000 \$ plus 7,20 % de l'excédent de 300 000 \$
Entre 600 000 \$ et 1 250 000 \$	48 600 \$ plus 6,30 % de l'excédent de 600 000 \$
Plus de 1 250 000 \$	89 550 \$ plus 5,76 % de l'excédent de 1 250 000 \$

- **Élément 2** : Un montant pour financer les honoraires du chargé de projet engagé pour l'implantation d'une installation ou pour un changement d'emplacement¹¹. Ce montant dépend du coût du projet, lequel se mesure par l'addition des enveloppes achat-construction (ajustée en fonction de l'indice régional de modulation) et aménagement extérieur.

Coût du projet	Élément 2
Moins de 750 000 \$	2,40 % du coût estimé du projet
Entre 750 000 \$ et 1 500 000 \$	18 000 \$ plus 1,60 % de l'excédent de 750 000 \$
Plus de 1 500 000 \$	30 000 \$ plus 1,20 % de l'excédent de 1 500 000 \$

⁹ Ajustée selon l'indice régional de modulation.

¹⁰ Aucun transfert n'est possible entre les deux éléments.

¹¹ Le chargé de projet peut être une personne physique ou une personne morale faisant fonction de consultant. Il ne peut cependant être une personne à l'emploi du CPE ni membre de son conseil d'administration. De plus, il ne peut être à l'emploi de tout autre CPE. Son rôle, ses responsabilités, sa formation et ses compétences sont décrits dans les Règles administratives.

4.5 Enveloppe jeux extérieurs

Cette enveloppe sert à financer l'acquisition des jeux extérieurs pour enfants. Aux fins du PFI, les dépenses admissibles concernent les éléments suivants :

- les équipements de jeux fabriqués et leur installation : jeux individuels ou modulaires, équipements berçants et à ressort, balançoires et glissoires;
- les jeux mobiles;
- les matériaux absorbants dans les zones de protection;
- les matériaux antidérapants et le drainage dans les zones des jeux d'eau ainsi que les travaux de plomberie liés aux aménagements de jeux extérieurs, à l'exception de ceux attachés au bâtiment principal de façon permanente.

Ces équipements doivent être conformes à la norme du CSA CAN/CSA-Z614-03 Aires et équipements de jeu.

Pour les CPE locataires du local où les services de garde sont fournis, les jeux extérieurs doivent pouvoir être déménagés.

Dans le cas d'une implantation, l'enveloppe est constituée d'un montant de 400 \$ pour chacune des places. Lorsqu'on augmente le nombre de places, le même montant est accordé pour chaque nouvelle place permettant de constituer un nouveau groupe complet d'enfants de la classe d'âge considérée.

Lorsqu'on change d'emplacement, un montant de 100 \$ par place est accordé.

4.6 Enveloppe achat de terrain

Une enveloppe peut être allouée pour couvrir les coûts d'acquisition du terrain sur lequel on construira une nouvelle installation ou sur lequel un bâtiment qui sera adapté en vue d'en faire une installation est déjà érigé. Les coûts d'acquisition du terrain comprennent le coût des infrastructures¹² ainsi que les frais de déboisement, s'il y a lieu. Lorsqu'il y a un immeuble à démolir sur le terrain, le coût du terrain comprend le prix de cet immeuble ainsi que les frais de démolition.

L'enveloppe achat de terrain peut également servir à payer les frais de décontamination du terrain.

4.7 Enveloppe spécifique exceptionnelle

Une enveloppe exceptionnelle peut, dans des circonstances de nature très particulière, s'ajouter aux enveloppes précédentes. Le CPE doit démontrer que des exigences peu communes et non usuelles, indépendantes de sa volonté ou de ses gestes, émanant d'autorités compétentes, telle une municipalité ou un gouvernement, ne lui permettent pas de réaliser le projet sans que ces coûts exceptionnels soient reconnus comme tels.

Le ministre peut également allouer un montant aux CPE pour des projets spéciaux ou dans des situations particulières qui ne sont pas déjà prévus ou qui ne peuvent pas être pris en compte dans le calcul des autres enveloppes. Ces montants ne s'ajouteront qu'après analyse ou entente particulière avec le ministre.

¹² On entend par infrastructures le branchement aux services publics (aqueduc, égout pluvial et sanitaire, électricité et gaz). En milieu rural, cela comprend l'installation d'une fosse septique et d'un puits artésien.

Le cas échéant, le montant de l'enveloppe exceptionnelle est ajouté à l'enveloppe pour laquelle il a été octroyé.

4.8 Enveloppe frais de financement intérimaires

Cette enveloppe couvre les frais d'intérêt sur le financement intérimaire autorisé par le Ministère auprès de l'institution financière désignée participant à l'entente-cadre durant la réalisation du projet. Il s'agit d'une enveloppe ouverte, c'est-à-dire, que le montant maximal n'est pas déterminé au début du projet.

Cependant, elle est fermée à la date où le financement intérimaire est effectivement converti en prêt à terme.

4.9 Enveloppe totale et besoins de financement nets

Le montant total de chaque enveloppe est égal au moindre du montant maximal reconnu et du montant effectivement consacré au projet par le CPE selon les coûts réels constatés au terme du projet. Il s'agit d'enveloppes distinctes. Toutefois, avec l'autorisation du Ministère, le CPE peut transférer des montants inutilisés dans une enveloppe vers une autre enveloppe. Ces transferts ne peuvent entraîner une variation de plus de 10 % de la plus basse des enveloppes visées. De plus, les enveloppes terrain, frais de financement intérimaires et l'enveloppe exceptionnelle ne peuvent être visées par ces transferts.

L'enveloppe totale de financement reconnue par le Ministère est la somme des enveloppes consenties dans le cadre du PFI. Les enveloppes comprennent la partie non remboursable de la TPS et de la TVQ. Le CPE doit assumer la partie remboursable.

Par ailleurs, les besoins de financement nets correspondent au montant maximal qui sera financé par l'institution financière au moyen du financement intérimaire. On calcule les besoins de financement nets en soustrayant de l'enveloppe totale les différentes contributions définies dans les paragraphes suivants.

Pour le CPE qui a été victime d'un sinistre, les besoins de financement nets sont réduits, le cas échéant, du montant des indemnités reçues. Lorsque le projet comporte la vente d'actifs immobiliers, le produit de cette vente doit servir à financer le projet d'immobilisation et à réduire les besoins de financement nets.

De plus, selon l'évaluation de la situation financière du CPE réalisée par le Ministère, le CPE doit injecter ses fonds propres dans le projet afin d'en réduire les besoins de financement nets. Le Ministère détermine le niveau de la contribution du CPE en tenant compte de sa situation financière ainsi que de ses besoins à moyen et à long terme. Avec l'autorisation du Ministère, la mise de fonds du CPE peut toutefois s'ajouter au financement du projet, augmentant de ce fait le coût maximal du projet.

Les besoins de financement nets sont aussi réduits, le cas échéant, de la mise de fonds provenant de tiers si elle ne s'ajoute pas au financement du projet.

Lorsqu'une combinaison de deux ou plusieurs types de projets est retenue, l'enveloppe totale est la somme des enveloppes de tous les projets à l'exception de l'enveloppe honoraires professionnels, que l'on calcule en tenant compte de la somme des enveloppes achat-construction et aménagement extérieur.

5 ADMISSIBILITE AUX ENVELOPPES SELON LE TYPE DE PROJET

La présente section précise, pour chaque type de projet, les enveloppes auxquelles les CPE sont admissibles et la méthode de calcul. Pour éviter des répétitions inutiles, l'élément 1 de l'enveloppe honoraires professionnels et l'enveloppe frais de financements intérimaires ont été omis, puisque le Ministère les accorde pour tous les types de projets autorisés dans le cadre du PFI¹³.

5.1 Financement de la construction d'une installation

La construction d'une installation peut s'avérer être la meilleure solution. Ainsi, on peut décider de construire une installation lorsque :

- de nouvelles places sont attribuées à un CPE ou à un demandeur de permis de CPE;
- le CPE, qu'il soit locataire ou propriétaire, a reçu l'autorisation du ministre de changer d'emplacement.

La construction peut impliquer l'achat d'un terrain ou la location d'un terrain par contrat d'emphytéose d'au moins 40 ans.

Les enveloppes sont fixées en fonction des événements déclencheurs et de la situation antérieure du CPE.

L'enveloppe achat-construction

L'enveloppe achat-construction maximale est déterminée comme suit :

Montant indiqué à l'annexe II selon le nombre de places				\$
Plus				
Nombre de places 17 mois ou moins (poupons)				
Multiplié par	x	3 823 \$	=	
			+	\$
<hr/>				
Sous-total			=	\$
Plus				
Salle multifonctionnelle selon l'annexe III (s'il y a lieu)			+	\$
<hr/>				
Total avant indice régional de modulation			=	\$
Multiplié par				
Indice régional de modulation selon l'annexe IV			X	\$
<hr/>				
Enveloppe maximale			=	\$

¹³ Voir les sections 4.4 et 4.8.

L'enveloppe mobilier-équipement

Pour un CPE qui construit une installation où toutes les places sont nouvelles ou pour un CPE qui a été victime d'un sinistre :

- **À l'élément 1** : si le nombre de places de l'installation est de 40 ou moins, un montant de 14 996 \$; sinon, 29 992 \$ et ;
- **À l'élément 2** : un montant de 499 \$ par place destinée aux enfants de 59 mois ou moins et ;
- **À l'élément 3** : un montant de 499 \$ par place destinée aux enfants de 17 mois ou moins.

Pour un CPE qui construit une installation dans le but de changer d'emplacement et à qui le ministre a alloué de nouvelles places :

- **À l'élément 1** : un montant de 14 996 \$ si les nouvelles places permettent de constituer au moins un groupe complet d'enfants de la classe d'âge considérée et si le nombre de places de l'installation était de 40 ou moins avant le changement d'emplacement et passe à 41 places ou plus après.
- **À l'élément 2** : un montant de 499 \$ pour chaque nouvelle place permettant de constituer un groupe complet d'enfants de la classe d'âge considérée. De plus, un montant de 125 \$ par place destinée aux enfants de 59 mois ou moins avant l'augmentation s'ajoute pour le démontage, le déménagement, le remontage et, le cas échéant, l'achat de mobilier et d'équipement.
- **À l'élément 3** : un montant de 499 \$ pour chaque nouvelle place permettant de constituer un groupe complet d'enfants de 17 mois ou moins.

Pour un CPE qui construit une installation afin de changer d'emplacement sans que de nouvelles places lui aient été allouées :

- **À l'élément 2** : un montant de 125 \$ par place destinée aux enfants de 59 mois ou moins pour le démontage, le déménagement, le remontage et, le cas échéant, l'achat de mobilier et d'équipement.

L'enveloppe aménagement extérieur

Ce type de projet est admissible à l'enveloppe aménagement extérieur.

L'enveloppe honoraires professionnels

Ce type de projet est admissible à l'élément 2 de l'enveloppe honoraires professionnels.

L'enveloppe jeux extérieurs

Pour un CPE qui construit une installation où toutes les places sont nouvelles ou pour un CPE qui a été victime d'un sinistre :

- Un montant de 400 \$ par place.

Pour un CPE qui construit une installation dans le but de changer d'emplacement :

- Un montant maximal de 100 \$ par place (avant augmentation du nombre de places, s'il y a lieu) pour le démontage, le déménagement, le remontage et, le cas échéant, l'achat de jeux extérieurs.
- Lorsque de nouvelles places ont été allouées, si elles permettent de constituer un ou plusieurs nouveaux groupes complets d'enfants de la classe d'âge considérée, un montant de 400 \$ pour chacune des nouvelles places composant un groupe complet de la classe d'âge concernée, s'il y a lieu.

L'enveloppe achat de terrain

Le CPE qui construit une installation est admissible à cette enveloppe.

5.2 Financement de l'acquisition d'une propriété

L'acquisition et la rénovation d'une propriété pour en faire une installation peuvent s'avérer être la meilleure solution. Ainsi, on peut décider d'acquérir et de rénover une propriété lorsque le CPE se trouve dans l'une des situations suivantes :

- de nouvelles places sont attribuées à un CPE ou à un demandeur de permis de CPE;
- le CPE, qu'il soit locataire ou propriétaire, a reçu l'autorisation du ministre de changer d'emplacement ;

Par acquisition, on entend également la location d'une propriété par contrat d'emphytéose d'au moins 40 ans. Certains ajustements sont apportés à l'enveloppe pour tenir compte de cette situation.

Les enveloppes sont fixées en fonction des événements déclencheurs et de la situation antérieure du CPE.

L'enveloppe achat-construction

L'enveloppe achat-construction maximale est déterminée selon les normes et les barèmes décrits à la section 4.1. Si le projet implique la location de la propriété par contrat d'emphytéose, la valeur de l'immeuble, telle qu'elle est certifiée par un évaluateur professionnel indépendant, est assimilée au coût d'acquisition d'une propriété.

Montant indiqué à l'annexe II selon le nombre de places					<input type="text"/>	\$
Plus						
Nombre de places 17 mois ou moins (poupons)		<input type="text"/>				
Multiplié par		x	3 823 \$			
			=		+	<input type="text"/>
						\$
Sous-total					=	<input type="text"/>
						\$
Plus						
Salle multifonctionnelle selon l'annexe III (s'il y a lieu)					+	<input type="text"/>
						\$
Total avant indice régional de modulation					=	<input type="text"/>
						\$
Multiplié par						
Indice régional de modulation selon l'annexe IV					X	<input type="text"/>
						\$
Enveloppe maximale					=	<input type="text"/>
						\$

L'enveloppe mobilier-équipement

Pour un CPE qui achète et rénove une installation où toutes les places sont nouvelles ou pour un CPE qui a été victime d'un sinistre :

- **À l'élément 1** : si le nombre de places de l'installation est de 40 et moins, un montant de 14 996 \$; sinon, 29 992 \$, et ;
- **À l'élément 2** : un montant de 499 \$ par place destinée aux enfants de 59 mois ou moins, et ;
- **À l'élément 3** : un montant de 499 \$ par place destinée aux enfants de 17 mois ou moins.

Pour un CPE qui achète et rénove une installation afin de changer d'emplacement et pour lequel de nouvelles places ont été allouées :

- **À l'élément 1** : un montant de 14 996 \$ si les nouvelles places permettent de constituer au moins un groupe complet d'enfants de la classe d'âge considérée et si le nombre de places de l'installation était de 40 ou moins avant le changement d'emplacement et passe à 41 places ou plus après.
- **À l'élément 2** : un montant de 499 \$ pour chaque nouvelle place permettant de constituer un groupe complet d'enfants de la classe d'âge considérée. De plus, un montant de 125 \$ par place destinée aux enfants de 59 mois ou moins avant l'augmentation s'ajoute pour le démontage, le déménagement, le remontage et, le cas échéant, l'achat de mobilier et d'équipement.
- **À l'élément 3** : un montant de 499 \$ pour chaque nouvelle place permettant de constituer un groupe complet d'enfants de 17 mois ou moins.

Pour un CPE qui achète et rénove une installation afin de changer d'emplacement sans que de nouvelles places lui aient été allouées :

- **À l'élément 2** : un montant de 125 \$ par place destinée aux enfants de 59 mois ou moins pour le démontage, le déménagement, le remontage et, le cas échéant, l'achat de mobilier et d'équipement.

L'enveloppe aménagement extérieur

Ce type de projet est admissible à l'enveloppe aménagement extérieur.

L'enveloppe honoraires professionnels

Ce type de projet est admissible à l'élément 2 de l'enveloppe honoraires professionnels.

L'enveloppe jeux extérieurs

Pour un CPE qui achète et rénove une installation où toutes les places sont nouvelles ou pour un CPE qui a été victime d'un sinistre :

- Un montant de 400 \$ par place.

Pour un CPE qui achète et rénove une installation afin de changer d'emplacement :

- Un montant maximal de 100 \$ par place (avant augmentation du nombre de places, s'il y a lieu) pour le démontage, le déménagement, le remontage et, le cas échéant, l'achat de jeux extérieurs.
- Lorsque de nouvelles places ont été allouées, si elles permettent de constituer un ou plusieurs nouveaux groupes complets d'enfants de la classe d'âge considérée, un montant de 400 \$ pour chacune des nouvelles places composant un groupe complet de la classe d'âge concernée, s'il y a lieu.

L'enveloppe achat de terrain

Le CPE qui acquiert et rénove une propriété est admissible à cette enveloppe. Toutefois, pour établir le coût du terrain, le Ministère en détermine la valeur en proportion du coût d'acquisition de la propriété. Il établit cette proportion en comparant l'évaluation municipale du terrain à l'évaluation municipale totale de la propriété au moment de son acquisition.

5.3 Financement des améliorations locatives

Les améliorations locatives apportées par un CPE locataire peuvent être acceptées dans le cadre du PFI si elles sont liées à l'implantation de l'installation ou au changement d'emplacement. Pour être admissible, le bail de location doit être prévu pour une période d'au moins 5 ans et offrir une option ferme de renouvellement d'une durée équivalente.

L'enveloppe achat-construction

L'enveloppe achat-construction maximale pour les améliorations locatives d'une installation dont le CPE est locataire est déterminée comme suit :

Montant indiqué à l'annexe II selon le nombre de places				\$
Plus				
Nombre de places 17 mois ou moins (poupons)	[]			
Multiplié par	x	3 823 \$		
		=	+	\$
Sous-total			=	\$
Plus				
Salle multifonctionnelle selon l'annexe III (s'il y a lieu)			+	\$
Total avant indice régional de modulation			=	\$
Multiplié par				
Indice régional de modulation selon l'annexe IV			X	\$
			=	\$
Multiplié par				
* Facteur selon la durée du bail			X	%
Enveloppe maximale			=	\$

* Le facteur pour la durée du bail est de 20 % s'il reste au moins 5 ans avant la fin du bail et si le CPE a une option ferme de renouvellement d'une période équivalente. Il est de 25 % si la durée du bail est de 10 ans ou plus.

L'enveloppe mobilier-équipement

Lorsque toutes les places sont nouvelles ou que le CPE a été victime d'un sinistre :

- **À l'élément 1 :** si le nombre de places de l'installation est de 40 et moins, un montant de 14 996 \$; sinon, 29 992 \$, et :
- **À l'élément 2 :** un montant de 499 \$ par place destinée aux enfants de 59 mois ou moins, et ;
- **À l'élément 3 :** un montant de 499 \$ par place destinée aux enfants de 17 mois ou moins.

Lorsqu'il y a changement d'emplacement et que de nouvelles places ont été allouées :

- **À l'élément 1** : un montant de 14 996 \$ si les nouvelles places permettent de constituer au moins un groupe complet d'enfants de la classe d'âge considérée et si le nombre de places de l'installation était de 40 ou moins avant le changement d'emplacement et passe à 41 places ou plus après.
- **À l'élément 2** : un montant de 499 \$ pour chaque nouvelle place permettant de constituer un groupe complet d'enfants de la classe d'âge considérée. De plus, un montant de 125 \$ par place destinée aux enfants de 59 mois ou moins avant l'augmentation s'ajoute pour le démontage, le déménagement, le remontage et, le cas échéant, l'achat de mobilier et d'équipement.
- **À l'élément 3** : un montant de 499 \$ pour chaque nouvelle place permettant de constituer un groupe complet d'enfants de 17 mois ou moins.

Lorsqu'il y a changement d'emplacement sans que de nouvelles places aient été allouées :

- **À l'élément 2** : un montant de 125 \$ par place destinée aux enfants de 59 mois ou moins pour le démontage, le déménagement, le remontage et, le cas échéant, l'achat de mobilier et d'équipement.

L'enveloppe aménagement extérieur

Ce type de projet est admissible à l'enveloppe aménagement extérieur.

L'enveloppe honoraires professionnels

Ce type de projet est admissible à l'élément 2 de l'enveloppe honoraires professionnels.

L'enveloppe jeux extérieurs

Pour l'implantation d'une nouvelle installation ou pour un CPE qui a été victime d'un sinistre :

- Un montant de 400 \$ par place.

Pour un changement d'emplacement :

- Un montant maximal de 100 \$ par place (avant augmentation du nombre de places, s'il y a lieu) pour le démontage, le déménagement, le remontage et, le cas échéant, l'achat de jeux extérieurs.
- Lorsque de nouvelles places ont été allouées, si elles permettent de constituer un ou plusieurs nouveaux groupes complets d'enfants de la classe d'âge considérée, un montant de 400 \$ pour chacune des places additionnelles composant un groupe complet de la classe d'âge concernée, s'il y a lieu.

L'enveloppe achat de terrain

Aucune enveloppe n'est allouée pour l'achat d'un terrain.

5.4 Financement de l'agrandissement d'une installation – Propriétaire

L'agrandissement d'une installation peut s'imposer comme la meilleure solution lorsque de nouvelles places sont attribuées à un CPE qui est propriétaire de son installation. Aux fins du PFI, le CPE locataire détenant un contrat d'emphytéose est considéré comme propriétaire.

L'enveloppe achat-construction

Pour déterminer l'enveloppe achat-construction maximale, le Ministère tient compte du nombre de nouvelles places dans l'installation. Le montant de cette enveloppe est calculé comme suit:

Minimum entre 19 places et le nombre de places <u>après</u> ajout des nouvelles places			
Moins			
Nombre de places <u>avant</u> l'ajout des nouvelles places	-		
	=		
Multiplié par	x	10 257 \$	
Montant d'ajustement ¹⁴	=		\$
Plus			
Montant indiqué à l'annexe II selon le nombre de places <u>après</u> l'ajout des nouvelles places			\$
Moins			
Montant indiqué à l'annexe II selon le nombre de places <u>avant</u> l'ajout des nouvelles places	-		\$
Sous-total	=		+ \$
Plus			
Nombre de nouvelles places 17 mois ou moins (poupons)			
Multiplié par	x	3 823 \$	
Sous-total	=		+ \$
Total avant indice régional de modulation	=		\$
Multiplié par			
Indice régional de modulation selon l'annexe IV	X		
Sous-total	=		\$
Multiplié par			
Facteur relatif au contrat d'emphytéose, s'il est applicable*	X		%
Enveloppe maximale	=		\$

*Si le CPE a un contrat d'emphytéose dont la durée restante est inférieure à 20 ans, un facteur de 20 % pourrait s'appliquer à cette enveloppe. Son application est fonction de la durée restante du bail emphytéotique, de la possibilité de le renégocier et de l'ampleur du montant à investir.

Aucun montant n'est attribué pour l'élément 3 (salle multifonctionnelle).

¹⁴ Cet ajustement s'applique uniquement pour les installations de 18 places ou moins avant ajout de nouvelles places.

L'enveloppe mobilier-équipement

- **À l'élément 1** : un montant de 14 996 \$ si les nouvelles places permettent de constituer au moins un groupe complet d'enfants de la classe d'âge considérée et si le nombre de places de l'installation était de 40 ou moins avant l'agrandissement et passe à 41 places ou plus après.
- **À l'élément 2** : un montant de 499 \$ pour chaque nouvelle place permettant de constituer un groupe complet d'enfants de la classe d'âge considérée.
- **À l'élément 3** : un montant de 499 \$ pour chaque nouvelle place permettant de constituer un groupe complet d'enfants de 17 mois ou moins.

L'enveloppe aménagement extérieur

Ce type de projet est admissible à l'enveloppe aménagement extérieur.

L'enveloppe jeux extérieurs

Un montant de 400 \$ pour chacune des nouvelles places des groupes concernés si l'augmentation permet de constituer un ou plusieurs nouveaux groupes complets d'enfants de la classe d'âge considérée. Aucun montant n'est accordé si l'augmentation du nombre de places ne permet pas de constituer un nouveau groupe complet.

L'enveloppe achat de terrain

Une enveloppe pour couvrir l'achat d'un terrain adjacent à l'installation peut être attribuée seulement si cette acquisition est nécessaire et autorisée par le ministre.

5.4.1 Réaménagement nécessité par l'agrandissement

À certaines conditions, le PFI peut permettre une majoration de 20 % de l'enveloppe achat-construction lorsque l'agrandissement d'une installation dont le CPE est propriétaire nécessite un réaménagement de l'installation. Voici ces conditions :

- l'agrandissement se fait à la suite d'une attribution de nouvelles places permettant de constituer au moins un groupe d'enfants de la classe d'âge considérée;
- le réaménagement est la solution la plus économique et a été approuvé par le ministre.

5.5 Financement de l'agrandissement d'une installation – Locataire

L'agrandissement d'une installation est souvent la meilleure solution lorsque de nouvelles places sont attribuées à un CPE qui est locataire de son installation.

L'enveloppe achat-construction

Pour déterminer l'enveloppe achat-construction maximale, le Ministère tient compte du nombre de nouvelles places dans l'installation. Le montant de cette enveloppe est calculé comme suit:

Minimum entre 19 places et le nombre de places <u>après</u> ajout des nouvelles places			
Moins			
Nombre de places <u>avant</u> l'ajout des nouvelles places	-		
	=		
Multiplié par	x	10 257 \$	
Montant d'ajustement ¹⁵		=	
			\$
Plus			
Montant indiqué à l'annexe II selon le nombre de places <u>après</u> l'ajout des nouvelles places		\$	
Moins			
Montant indiqué à l'annexe II selon le nombre de places <u>avant</u> l'ajout des nouvelles places	-	\$	
Sous-total		=	+ \$
Plus			
Nombre de nouvelles places 17 mois ou moins (poupons)			
Multiplié par	x	3 823 \$	
Sous-total		=	+ \$
Total avant indice régional de modulation			= \$
Multiplié par			
Indice régional de modulation selon l'annexe IV			X
Sous-total			= \$
Multiplié par			
*Facteur selon la durée du bail			X %
Enveloppe maximale			= \$

*Le facteur pour la durée du bail est de 20 % s'il reste au moins 5 ans avant la fin du bail et si le CPE a une option ferme de renouvellement d'une période équivalente. Il est de 25 % si la durée restante du bail est de 10 ans ou plus.

Aucun montant n'est attribué pour l'élément 3 (salle multifonctionnelle).

¹⁵ Cet ajustement s'applique uniquement pour les installations de 18 places ou moins avant ajout de nouvelles places.

L'enveloppe mobilier-équipement

- **À l'élément 1** : un montant de 14 996 \$ si les nouvelles places permettent de constituer au moins un groupe complet d'enfants de la classe d'âge considérée et si le nombre de places de l'installation était de 40 ou moins avant l'agrandissement et passe à 41 places ou plus après.
- **À l'élément 2** : un montant de 499 \$ pour chaque nouvelle place permettant de constituer un groupe complet d'enfants de la classe d'âge considérée.
- **À l'élément 3** : un montant de 499 \$ pour chaque nouvelle place permettant de constituer un groupe complet d'enfants de 17 mois ou moins.

L'enveloppe aménagement extérieur

Aucune enveloppe n'est attribuée pour l'aménagement extérieur.

L'enveloppe jeux extérieurs

Un montant de 400 \$ pour chacune des nouvelles places des groupes concernés si l'augmentation permet de constituer un ou plusieurs nouveaux groupes complets d'enfants de la classe d'âge considérée. Aucun montant n'est accordé si l'augmentation du nombre de places ne permet pas de constituer un nouveau groupe complet.

L'enveloppe achat de terrain

Aucun montant n'est alloué dans cette enveloppe pour un CPE locataire qui agrandit son installation.

5.5.1 Réaménagement nécessité par l'agrandissement

À certaines conditions, le PFI peut permettre une majoration de 20 % de l'enveloppe achat-construction lorsque l'agrandissement d'une installation dont le CPE est locataire nécessite un réaménagement de l'installation. Voici ces conditions :

- l'agrandissement se fait à la suite d'une attribution de nouvelles places permettant de constituer au moins un groupe d'enfants de la classe d'âge considérée;
- le réaménagement est la solution la plus économique et a été approuvé par le ministre.

5.6 Financement du réaménagement d'une installation avec augmentation du nombre de places – Propriétaire

Le réaménagement d'une installation peut s'avérer être la meilleure solution lorsque de nouvelles places sont attribuées à un CPE qui est propriétaire de son installation. Le réaménagement ne modifie pas la superficie de l'installation. Aux fins du PFI, le CPE détenant un contrat d'emphytéose est considéré comme propriétaire.

L'enveloppe achat-construction

Pour déterminer l'enveloppe achat-construction maximale, le Ministère tient compte du nombre de nouvelles places dans l'installation. Le montant de cette enveloppe est calculé comme suit :

Minimum entre 19 places et le nombre de places <u>après</u> l'ajout des nouvelles places		<input type="text"/>	
Moins			
Nombre de places <u>avant</u> l'ajout des nouvelles places	-	<input type="text"/>	
	=	<input type="text"/>	
Multiplié par	x	<u>10 257 \$</u>	
Montant d'ajustement ¹⁶	=		<input type="text"/> \$
Plus			
Montant indiqué à l'annexe II selon le nombre de places <u>après</u> l'ajout des nouvelles places		<input type="text"/> \$	
Moins			
Montant indiqué à l'annexe II selon le nombre de places <u>avant</u> l'ajout des nouvelles places	-	<input type="text"/> \$	
Sous-total	=		+ <input type="text"/> \$
Plus			
Nombre de nouvelles places 17 mois ou moins (poupons)		<input type="text"/>	
Multiplié par	x	<u>3 823 \$</u>	
Sous-total	=		+ <input type="text"/> \$
Total avant indice régional de modulation	=		<input type="text"/> \$
Multipliée par			
Indice régional de modulation selon l'annexe IV	X		<input type="text"/>
Sous-total	=		<input type="text"/>
Multipliée par	X	<u>25 %</u>	
Sous-total	=		<input type="text"/> \$
Multiplié par			
Facteur relatif au contrat d'emphytéose, s'il est applicable*	X		<input type="text"/> %
Enveloppe maximale	=		<input type="text"/> \$

¹⁶ Cet ajustement s'applique uniquement pour les installations de 18 places ou moins avant ajout de nouvelles places.

*Si le CPE a un contrat d'emphytéose dont la durée restante est inférieure à 20 ans, un facteur de 5 % pourrait s'appliquer à cette enveloppe. Son application est fonction de la durée restante du bail emphytéotique, de la possibilité de le renégocier et de l'ampleur du montant à investir.

Aucun montant n'est attribué pour l'élément 3 (salle multifonctionnelle).

L'enveloppe mobilier-équipement

- **À l'élément 1** : un montant de 14 996 \$ si les nouvelles places permettent de constituer au moins un groupe complet d'enfants de la classe d'âge considérée et si le nombre de places de l'installation était de 40 ou moins avant le réaménagement et passe à 41 places ou plus après.
- **À l'élément 2** : un montant de 499 \$ pour chaque nouvelle place permettant de constituer un groupe complet d'enfants de la classe d'âge considérée.
- **À l'élément 3** : un montant de 499 \$ pour chaque nouvelle place permettant de constituer un groupe complet d'enfants de 17 moins ou moins.

L'enveloppe aménagement extérieur

Aucun montant n'est alloué pour l'aménagement extérieur.

L'enveloppe jeux extérieurs

Un montant de 400 \$ pour chacune des nouvelles places des groupes concernés, si l'augmentation permet de constituer un ou plusieurs nouveaux groupes complets d'enfants de la classe d'âge considérée. Aucun montant n'est accordé si l'augmentation du nombre de places ne permet pas de constituer un nouveau groupe complet.

L'enveloppe achat de terrain

Aucun montant n'est alloué pour l'achat d'un terrain.

5.7 Financement du réaménagement d'une installation avec augmentation du nombre de places – Locataire

Le réaménagement d'une installation peut s'avérer être la meilleure solution lorsque de nouvelles places sont attribuées à un CPE qui est locataire de son installation.

L'enveloppe achat-construction

Pour déterminer l'enveloppe achat-construction maximale, le Ministère tient compte du nombre de nouvelles places dans l'installation. Le montant de cette enveloppe est calculé comme suit:

Minimum entre 19 places et le nombre de places <u>après</u> ajout des nouvelles places			
Moins			
Nombre de places <u>avant</u> l'ajout des nouvelles places	-		
	=		
Multiplié par	x	10 257 \$	
Montant d'ajustement ¹⁷		=	
			\$
Plus			
Montant indiqué à l'annexe II selon le nombre de places <u>après</u> l'ajout des nouvelles places		\$	
Moins			
Montant indiqué à l'annexe II selon le nombre de places <u>avant</u> l'ajout des nouvelles places	-	\$	
Sou-total		=	+ \$
Plus			
Nombre de nouvelles places 17 mois ou moins (poupons)			
Multiplié par	x	3 823 \$	
Sous-total		=	+ \$
Total avant indice régional de modulation			= \$
Multiplié par			
Indice régional de modulation selon l'annexe IV		X	
Sous-total			= \$
Multiplié par			
*Facteur selon la durée du bail		X	%
Enveloppe maximale			= \$

*Le facteur pour la durée du bail est de 5 % s'il reste au moins 5 ans avant la fin du bail et si le CPE a une option ferme de renouvellement d'une période équivalente. Il est de 6,25 % si la durée restante du bail est de 10 ans ou plus.

Aucun montant n'est attribué pour l'élément 3 (salle multifonctionnelle).

¹⁷ Cet ajustement s'applique uniquement pour les installations de 18 places ou moins avant ajout de nouvelles places.

L'enveloppe mobilier-équipement

- **À l'élément 1** : un montant de 14 996 \$ si les nouvelles places permettent de constituer au moins un groupe complet d'enfants de la classe d'âge considérée et si le nombre de places de l'installation était de 40 ou moins avant le réaménagement et passe à 41 places ou plus après.
- **À l'élément 2** : un montant de 499 \$ pour chaque nouvelle place permettant de constituer un groupe complet d'enfants de la classe d'âge considérée.
- **À l'élément 3** : un montant de 499 \$ pour chaque nouvelle place permettant de constituer un groupe complet d'enfants de 17 mois ou moins.

L'enveloppe aménagement extérieur

Aucun montant n'est alloué pour l'aménagement extérieur.

L'enveloppe jeux extérieurs

Un montant de 400 \$ pour chacune des nouvelles places des groupes concernés, si l'augmentation permet de constituer un ou plusieurs nouveaux groupes complets d'enfants de la classe d'âge considérée. Aucun montant n'est accordé si l'augmentation du nombre de places ne permet pas de constituer un nouveau groupe complet.

L'enveloppe achat de terrain

Aucun montant n'est alloué pour l'achat d'un terrain.

5.8 Financement des rénovations d'une installation – Propriétaire

La rénovation d'une installation peut être acceptée dans le cadre du PFI si le CPE fait exécuter des travaux rendus nécessaires à la suite de l'adoption ou de la modification d'une loi ou d'un règlement après l'implantation ou le déménagement de l'installation. Elle peut également être autorisée pour un CPE qui veut procéder à des travaux ayant pour objet de corriger de façon urgente une situation qui compromet la santé et la sécurité des enfants ou l'intégrité du bâtiment. Aux fins du PFI, le CPE détenant un contrat d'emphytéose est considéré comme propriétaire.

L'enveloppe achat-construction

Pour déterminer l'enveloppe achat-construction maximale pour la rénovation d'une installation dont le CPE est propriétaire, le Ministère tient compte du nombre de places pour lesquelles il est subventionné et de la superficie de la salle multifonctionnelle. L'enveloppe doit servir uniquement à des rénovations ou à des réparations de la propriété.

Montant indiqué à l'annexe II selon le nombre de places			\$
Plus			
Nombre de places 17 mois ou moins (poupons)			
Multiplié par	x	3 823 \$	
Total partiel	=		\$
Sous-total	=		\$
Plus			
Salle multifonctionnelle selon l'annexe III (s'il y a lieu)			\$
Total avant indice régional de modulation	=		\$
Multiplié par			
Indice régional de modulation selon l'annexe IV	X		
Sous-total	=		\$
Multiplié par	X	40 %	
Sous-total	=		\$
Multiplié par			
Facteur relatif au contrat d'emphytéose, s'il est applicable*	X	%	
Enveloppe maximale	=		\$

*Si le CPE a un contrat d'emphytéose dont la durée restante est inférieure à 20 ans, un facteur de 8 % pourrait s'appliquer à cette enveloppe. Son application est fonction de la durée restante du bail emphytéotique, de la possibilité de le renégocier et de l'ampleur du montant à investir.

L'enveloppe mobilier-équipement

Aucun montant n'est alloué à l'enveloppe mobilier-équipement.

L'enveloppe aménagement extérieur

Aucun montant n'est alloué pour l'aménagement extérieur.

L'enveloppe jeux extérieurs

Aucun montant n'est alloué pour les jeux extérieurs.

L'enveloppe achat de terrain

Aucun montant n'est alloué pour l'achat d'un terrain.

5.9 Financement des rénovations d'une installation – Locataire

La rénovation d'une installation peut être acceptée dans le cadre du PFI si le CPE fait exécuter des travaux rendus nécessaires à la suite de l'adoption ou de la modification d'une loi ou d'un règlement après l'implantation ou le déménagement de l'installation. Elle peut également être autorisée pour un CPE qui veut procéder à des travaux ayant pour objet de corriger de façon urgente une situation qui compromet la santé et la sécurité des enfants ou l'intégrité du bâtiment.

L'enveloppe achat-construction

Pour déterminer l'enveloppe achat-construction maximale pour la rénovation d'une installation dont le CPE est locataire, le Ministère tient compte du nombre de places dans l'installation pour lesquelles elle est subventionnée et de la superficie de la salle multifonctionnelle. L'enveloppe doit servir uniquement à des rénovations ou à des réparations de la propriété.

Montant indiqué à l'annexe II selon le nombre de places				\$
Plus				
Nombre de places 17 mois ou moins (poupons)				
Multiplié par	x	<u>3 823 \$</u>	=	
Sous-total			+	\$
Sous-total			=	\$
Plus				
Salle multifonctionnelle selon l'annexe III (s'il y a lieu)			+	\$
Total avant indice régional de modulation			=	\$
Multiplié par				
Indice régional de modulation selon l'annexe IV			X	
Sous-total			=	\$
Multiplié par				
*Facteur selon la durée du bail			X	%
Enveloppe maximale			=	\$

* Le facteur pour la durée du bail est de 8 % s'il reste au moins 5 ans avant la fin du bail et si le CPE a une option ferme de renouvellement d'une période équivalente. Il est de 10 % si la durée restante du bail est de 10 ans ou plus.

L'enveloppe mobilier-équipement

Aucun montant n'est alloué à l'enveloppe mobilier-équipement.

L'enveloppe aménagement extérieur

Aucun montant n'est alloué pour l'aménagement extérieur.

L'enveloppe jeux extérieurs

Aucun montant n'est alloué pour les jeux extérieurs.

L'enveloppe achat de terrain

Aucun montant n'est alloué pour l'achat d'un terrain.

5.10 Conditions particulières pour le CPE locataire qui désire acheter l'installation qu'il loue

Lorsque le CPE veut acquérir l'immeuble qui sert déjà à offrir des services de garde, le PFI couvrira les besoins de financement selon les barèmes ci-dessous.

La valeur de l'immeuble et des biens à acquérir doit être certifiée par un évaluateur professionnel indépendant.

L'enveloppe achat-construction

L'enveloppe achat-construction maximale est déterminée selon les normes et les barèmes décrits à la section 4. Lorsque l'immeuble comporte une salle multifonctionnelle, le CPE peut se voir attribuer une enveloppe maximale établie selon la règle présentée à la section 4. L'enveloppe achat-construction doit servir uniquement à l'acquisition de la propriété et non à des travaux de rénovation ou d'agrandissement. Le tableau suivant présente la méthode de calcul de l'enveloppe :

Montant indiqué à l'annexe II selon le nombre de places					<input type="text"/>	\$
Plus						
Nombre de places 17 mois ou moins (poupons)		<input type="text"/>				
Multiplié par		x	3 823 \$			
		=				
				+	<input type="text"/>	\$
Sous-total				=	<input type="text"/>	\$
Plus						
Salle multifonctionnelle selon l'annexe III (s'il y a lieu)				+	<input type="text"/>	\$
Total avant indice régional de modulation				=	<input type="text"/>	\$
Multiplié par						
Indice régional de modulation selon l'annexe IV				X	<input type="text"/>	
Enveloppe maximale				=	<input type="text"/>	\$

L'enveloppe mobilier-équipement

Aucune enveloppe pour l'acquisition du mobilier et de l'équipement n'est allouée, sauf si le mobilier et l'équipement appartiennent au vendeur et qu'ils font partie de la vente. Le montant alloué ne peut dépasser les maxima décrits à la section 4.

L'enveloppe aménagement extérieur

Aucune enveloppe n'est allouée pour l'aménagement extérieur.

L'enveloppe jeux extérieurs

Aucune enveloppe pour l'acquisition de jeux extérieurs n'est allouée, sauf si les jeux extérieurs appartiennent au vendeur et qu'ils font partie de la vente. Le montant alloué ne peut dépasser les maxima décrits à la section 4.

L'enveloppe achat de terrain

Le CPE est admissible à cette enveloppe. Toutefois, pour établir le coût du terrain, le Ministère en détermine la valeur en proportion du coût d'acquisition de la propriété. Il établit cette proportion en comparant l'évaluation municipale du terrain à l'évaluation municipale totale de la propriété au moment de son acquisition.

6 CONDITIONS DU FINANCEMENT A TERME

Au terme du projet, le financement intérimaire est converti en prêt à terme selon les conditions énoncées dans l'entente-cadre entre le ministre et l'institution financière désignée et selon les dispositions suivantes :

Durée du prêt

Les prêts à terme pour les projets où le CPE est propriétaire auront des échéances fixées en fonction du montant total du prêt initial¹⁸ selon le tableau suivant :

Montant du prêt initial	Durée du prêt
De 50 000 à 250 000 \$	5 ans
De 250 001 à 450 000 \$	10 ans
De 450 001 à 650 000 \$	15 ans
De 650 001 à 850 000 \$	20 ans
Plus de 850 000 \$	25 ans

Toutefois, pour les projets où le CPE est locataire, la durée du prêt ne peut pas excéder la durée restante du bail. Cette même condition pourrait s'appliquer pour les projets où le CPE a un contrat d'emphytéose.

Remboursement du capital

Le capital est remboursé en tranches égales pendant toute la durée du prêt.

¹⁸ Le montant total du prêt initial est égal à l'enveloppe totale de financement reconnue par le Ministère pour le projet, en excluant l'enveloppe frais de financement intérimaires.

7 SUBVENTION POUR LE FINANCEMENT DES INFRASTRUCTURES

Les CPE dont les projets sont financés dans le cadre du PFI doivent contracter un emprunt auprès de l'institution financière autorisée. Ce prêt correspond aux besoins de financement nets du CPE pour le projet tel que le définit la section 4.9. Le remboursement de cet emprunt est effectué grâce à la subvention pour le financement des infrastructures.

La subvention annuelle pour le financement des infrastructures couvre le remboursement annuel du capital et le paiement des intérêts relativement au prêt à terme accordé à la fin du projet. Le Ministère verse la subvention directement au créancier pour et au nom du CPE. Sous réserve des crédits disponibles, tant que le CPE se conforme à la Loi et à la réglementation qui le concernent et respecte les dispositions de l'Entente Ministère-CPE, cette subvention est reconduite à chaque exercice financier jusqu'au remboursement intégral du prêt à terme autorisé.

Annexe I

Règles budgétaires applicables selon les dates d'autorisation des projets

Date d'autorisation du projet	Règles budgétaires applicables
Avant le 23 octobre 2003	2002-2003
Entre le 23 octobre 2003 et le 22 juin 2004	2003-2004
Entre le 23 juin 2004 et le 26 juin 2005	2004-2005
Entre le 27 juin 2005 et le 22 mai 2006	2005-2006
Entre le 23 mai 2006 et le 17 juin 2007	2006-2007
Entre le 18 juin 2007 et le 2 juin 2008	2007-2008
Entre le 3 juin 2008 et le 8 juin 2009	2008-2009
Entre le 9 juin 2009 et le 28 juin 2010	2009-2010
Entre le 29 juin 2010 et le 20 juin 2011	2010-2011
Entre le 21 juin 2011 et le 25 juin 2012	2011-2012
Entre le 26 juin 2012 et le 17 juin 2013	2012-2013
Entre le 18 juin 2013 et le 24 août 2014	2013-2014
Entre le 25 août 2014 et le 15 juin 2015	2014-2015
Entre le 16 juin 2015 et le 16 mai 2016	2015-2016
Depuis le 17 mai 2016	2016-2017

Annexe II

Montants de référence maximaux – Installation

Nombre de places subventionnées	Montant maximal achat-construction
Moins de 20	310 625 \$
20	320 878 \$
21	331 135 \$
22	341 389 \$
23	351 646 \$
24	361 904 \$
25	372 157 \$
26	382 415 \$
27	392 671 \$
28	402 926 \$
29	413 184 \$
30	423 437 \$
31	433 694 \$
32	443 950 \$
33	454 205 \$
34	464 462 \$
35	474 720 \$
36	484 974 \$
37	495 231 \$
38	505 485 \$
39	515 742 \$
40	536 151 \$
41	546 408 \$
42	556 665 \$
43	566 919 \$
44	577 174 \$
45	587 431 \$
46	597 688 \$
47	607 944 \$
48	618 199 \$
49	628 456 \$

Nombre de places subventionnées	Montant maximal achat-construction
50	638 710 \$
51	648 968 \$
52	659 223 \$
53	669 480 \$
54	679 736 \$
55	700 145 \$
56	710 402 \$
57	720 658 \$
58	730 912 \$
59	741 168 \$
60	751 425 \$
61	761 680 \$
62	771 936 \$
63	782 194 \$
64	792 449 \$
65	802 706 \$
66	812 960 \$
67	823 217 \$
68	833 473 \$
69	843 727 \$
70	864 140 \$
71	874 395 \$
72	884 652 \$
73	894 907 \$
74	905 165 \$
75	915 419 \$
76	925 675 \$
77	935 929 \$
78	946 186 \$
79	956 443 \$
80	966 698 \$

Annexe III

Montants de référence maximaux – Salle multifonctionnelle

Nombre de places subventionnées	Montant maximal pour une salle multifonctionnelle
Moins de 20	44 380 \$
De 20 à 39 places	59 170 \$
De 40 à 59 places	73 965 \$
De 60 à 64 places	76 333 \$
De 65 à 69 places	82 694 \$
De 70 à 74 places	89 054 \$
De 75 à 79 places	95 417 \$
80 places	101 777 \$

Annexe IV

Indices régionaux de modulation

Région administrative		Indice
01	Bas-Saint-Laurent	1,05
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean	1,05
03	Capitale-Nationale	1,00
04	Mauricie	1,00
	Mauricie (sauf la région de La Tuque) Région de La Tuque	1,05
05	Estrie	1,00
06	Montréal	1,00
07	Outaouais	1,12
08	Abitibi-Témiscamingue	1,15
09	Côte-Nord	1,25
	Rivière Saguenay à rivière Moisie	1,60
	Rivière Moisie à Pointe-Parent et Fermont Est de Pointe-Parent et Schefferville	2,00
10	Nord-du-Québec	1,60
	Nord-du-Québec (sauf les régions de Chibougamau et du Nunavik)	1,25
	Région de Chibougamau Région du Nunavik	4,00
11	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	1,10
	Gaspésie	1,60
	Îles-de-la-Madeleine	1,60
12	Chaudière-Appalaches	1,00
13	Laval	1,00
14	Lanaudière	1,00
15	Laurentides	1,00
	Laurentides (sauf la MRC d'Antoine-Labelle) MRC d'Antoine-Labelle	1,12
16	Montérégie	1,00
17	Centre-du-Québec	1,00

